

## 25 novembre : Stop aux violences faites aux femmes et aux minorités de genre !



« Ce ne sont pas les femmes qui sont fragiles, ce sont leurs droits ». En effet, les droits des femmes et des minorités de genre sont régulièrement remis en cause, surtout en période de crise. C'est particulièrement vrai dans le contexte actuel qui voit s'accroître les dangers multiples liés à la montée des partis d'extrême droite et des nationalismes, aux idéologies totalitaires, aux intégrismes religieux, aux logiques de guerres... Tous ont pour corollaire le déni des crimes commis contre les femmes et les minorités de genre, parce que femmes et minorités de genre, et la négation des inégalités qui les frappent. Par ailleurs, alors que se creusent toujours plus les inégalités économiques, il faut aussi rappeler que la plus grande précarité des femmes accentue leur dépendance aux hommes et favorise les violences sexistes et sexuelles (VSS).

Le procès des violeurs de Mazan, les révélations d'agressions sexuelles, y compris sur des mineur-es, commises par des personnalités issues de tous milieux, la liste des féminicides qui s'allonge de jour en jour, tout cela montre combien la culture du viol imprègne notre société, et combien les VSS sont toujours minimisées et banalisées. Non, ces violences ne relèvent pas de faits isolés, ou d'individus qui seraient des monstres, elles ont un caractère systémique, lié au modèle hétéropatriarcal, et nécessitent des réponses à la hauteur du courage et de la souffrance des victimes ! Elles mettent en évidence la domination masculine, négation de l'égalité des droits.

En France, en 2023, on compte encore 134 féminicides, dont 103 ont été commis par un conjoint ou un ex-conjoint. Le nombre de femmes victimes de violences dans le couple (213 000 par an) et des enfants co-victimes ne diminue pas, tout comme les viols ou tentatives (94 000 par an dont 8 000 au travail). Chaque année, 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles, en majorité au sein de la famille (incestes). Une femme en situation de handicap sur cinq a été victime de viol. Les femmes âgées de plus de 70 ans ne sont pas prises en compte dans les enquêtes sur les violences, elles représentent pourtant 21 % des féminicides. 50 % des lesbiennes et 75 % des bi ont été confrontées à des violences dans l'espace public, 85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe et la montée des idées d'extrême droite dans tous les pans de notre société n'a fait qu'amplifier ces phénomènes.

**Le 25 novembre, nous marcherons pour dénoncer** tous les types de violences, psychologiques, verbales, économiques, institutionnelles, physiques, sexuelles, ainsi que les cyberviolences. Nous dénonçons les violences conjugales et familiales, dont l'ampleur ne faiblit pas, et qui peuvent aller jusqu'aux féminicides et infanticides. Nous dénonçons les violences policières et judiciaires à l'encontre de personnes victimes de VSS, ainsi qu'à l'encontre de personnes racisées. Nous dénonçons les guerres, qui sont l'œuvre de prédateurs, et leurs crimes contre des populations civiles, ainsi que l'arme de guerre qu'est le viol, utilisé pour déshumaniser et détruire les peuples que l'on veut soumettre, et tout particulièrement les femmes. Nous dénonçons la banalisation des VSS, le déni des viols et agressions sexuelles commis contre les mineur-es, et l'impunité dont bénéficient de nombreux agresseurs. Nous dénonçons les discours suprémacistes et masculinistes qui propagent la haine et alimentent les votes d'extrême droite. Nous dénonçons les récupérations racistes des viols et des féminicides, ainsi que l'instrumentalisation de la laïcité à des fins d'exclusion et de stigmatisation.

**Le 25 novembre, nous marcherons pour rendre hommage** à toutes les victimes et co-victimes, et pour leur exprimer notre solidarité. Oui, nous vous croyons ! Nous exprimerons notre soutien aux personnes issues de minorités qui se heurtent à des discriminations et subissent encore plus durement les violences de genre : les personnes handicapées, racisées, les personnes trans et non-binaires, LGBTQIAP+, les personnes en situation irrégulière « sans papiers »... Nous exprimerons notre solidarité avec les femmes et les minorités de genre du monde entier, notamment celles qui subissent dans leur pays un apartheid de genre, dont les exemples les plus flagrants sont l'Afghanistan et l'Iran.

**Le 25 novembre, nous marcherons pour exiger :**

- ✓ une loi cadre intégrale contre toutes les violences sexistes et sexuelles
- ✓ un budget conséquent et stable, d'au moins 2,6 milliards € par an contre les violences (contre 184 millions actuellement)
- ✓ des politiques publiques volontaristes, une réforme en profondeur des institutions
- ✓ la protection des victimes et leur accompagnement dans de meilleures conditions vers la justice, le logement, l'autonomie financière, et des soins appropriés et gratuits
- ✓ la protection et la garantie du droit des personnes LGBTQIAP+ à exister librement, en égalité avec les personnes cisgenres hétérosexuelles, ainsi qu'une politique de lutte contre la transphobie
- ✓ une réelle prévention, la généralisation des actions de sensibilisation (campagnes d'opinion), de formation et d'éducation ; la mise en place de l'Éducation à la Vie Affective Relationnelle et Sexuelle de la maternelle au lycée, prenant en compte la notion de consentement libre, éclairé et enthousiaste, et l'éducation à l'égalité pour lutter contre les stéréotypes de genre
- ✓ l'accueil inconditionnel pour toutes les personnes demandeuses d'asile, notamment victimes de violences de genre (dont menaces d'excisions, de mariages forcés, persécutions LGBTIphobes...)

**Rendez-vous à Dijon le lundi 25 novembre,  
à 18h place de la Libération**

**Organisations signataires :** Amnesty International Dijon ; Attac 21 ; CGT 21 ; CIDFF 21 ; Club Unesco de Dijon et environ ; Collectif Droits des Femmes 21 ; le Cri ; DAL Dijon ; LDH Dijon et agglomération ; FSU 21 ; Oxfam ; Planning Familial 21 ; Solidaires 21 ; Solidarité Femmes 21 ; UNEF Bourgogne ; la Vapeur.